METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

APPROBATION DE LA REVALORISATION ET DE L'AFFECTATION DE L'OPÉRATION "TRAVAUX DE RÉHABILITATION SUR LE PATRIMOINE BÂTI MÉTROPOLITAIN"

Dans le cadre du transfert de l'atelier Crillon vers le garage Rivoire & Carret, l'opération s'est déroulée sur deux exercices et a nécessité 600 000 euros de crédits supplémentaires afin de finaliser les travaux.

L'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » inscrite au budget pour un montant de 10 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151011BP du programme 01, a été révisée à hauteur de 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 600 000 euros TTC. Il convient de procéder à l'affectation de la révision de cette opération.

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville

■ Séance du 20 Juin 2019

11018

■ Affectation de la révision de l'opération n 2016103800 - Travaux sur copropriétés dégradées -

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 60 000 logements privés potentiellement indignes dont quelques 12 000 appellent un traitement prioritaire.

Parmi ces logements dégradés un certain nombre se concentre dans de grandes copropriétés des années 60-70, que ce soit à Aix, Marseille, Berre ou Marignane.

La lutte contre l'habitat indigne devient une des cibles majeures de la réhabilitation.

Du fait de leur configuration, les grandes copropriétés dégradées deviennent un enjeu urbain et social.

L'Etat ne cesse de renforcer l'arsenal réglementaire contre le mal logement.

A ses côtés l'Agence Nationale de Rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) apportent d'une part des aides aux collectivités et aux bailleurs sociaux pour une intervention publique directe, d'autre part des subventions aux propriétaires privés pour la requalification de leur patrimoine ainsi qu'un aide à la gestion aux syndicats.

En 2018 l'Etat a décidé d'un plan national d'intervention le « Plan initiative copropriétés » pour soutenir et accélérer les interventions de l'ensemble des acteurs. L'Anah lors de son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a adopté un dispositif d'aide dédié à ce plan national, notamment une aide simplifiée et majorée aux syndicats de copropriété pour les travaux urgents.

Cette politique volontariste entraîne la programmation d'interventions partenariales plus rapides et plus soutenues des collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, doit réévaluer l'enveloppe sur fonds propres qu'elle accorde à cette politique pour remplir pleinement son rôle

L'opération d'investissement n°2016103800 inscrite au budget pour un montant de 5 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161092BP du programme 09, a été révisée à

hauteur de 2 128 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 128 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 005-1439/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées » ;

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2016103800, a été révisée à hauteur de 2 128 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 2 128 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 «Travaux sur copropriétés dégradées », rattachée au programme 09 « Politique du logement », code AP 161092BP, pour un montant de 2 128 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 128 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 357 422.33 euros TTC
Année 2019 : 556 000 euros TTC

Année 2020 : 2 000 000 euros TTC
Année 2021 : 4 214 577.67 euros TTC

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué
Habitat Indigne et Dégradé
Commission Locale de l'Habitat

Xavier MERY